



Turquie 2050

Corridors ; Communauté LGBTI ; Turquie - Chypre Nord

Le programme « Turquie 2050 » développe une analyse prospective sur les thèmes de la diplomatie, de la politique intérieure et de l'économie turques afin d'y anticiper les dynamiques des trente prochaines années.

*Par l'équipe
du Programme
Turquie/Moyen-Orient
de l'Ifri.*

Les opinions exprimées dans
ce texte n'engagent que la
responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-1139-9

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2025.

Image : © Shutterstock.com

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2025.

**Comment citer cette
publication :**

« Turquie 2050 :
Corridors ;
Communauté LGBTI ;
Turquie - Chypre Nord
», *Repères sur la
Turquie*, n° 33, Ifri,
novembre 2025.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org

www.ifri.org

ÉCONOMIE

Les routes de la soif... d'investissements : la Turquie réinvente ses corridors

L'annonce par le ministre turc des Transports et de l'Infrastructure, Abdulkadir Uraloğlu, de la finalisation du financement de l'autoroute Ankara-Kırıkkale-Delice, début octobre, marque une étape importante dans la politique nationale de modernisation du réseau routier. Présenté comme un projet stratégique au croisement des développements industriel, agricole et touristique, ce tronçon doit relier la capitale à la mer Noire, à l'Est anatolien ainsi qu'à des zones productives clés via la ville de Kırıkkale.

Le ministre a rappelé que ces investissements s'inscrivent dans un agenda à long terme : celui d'un pays dont la compétitivité dépend d'un réseau logistique dense, moderne et fiable. En deux décennies, la Turquie affirme avoir doublé la longueur de son maillage routier – de 1 714 kilomètres (km) avant 2003 à 3 633 km aujourd'hui – tout en étendant cette desserte de 6 à 77 provinces et en doublant la vitesse moyenne effective de circulation.

La prise en charge financière de la liaison Ankara-Kırıkkale-Delice met en lumière ce modèle d'apports financiers : avec 1,391 milliard d'euros, dont 30 % de fonds propres et 70 % de prêts, le chantier réunit notamment Ziraat Bank, İş Bank, Yapı Kredi et Akbank, qui mobilisent largement leurs ressources internationales. Selon le ministre, cette contribution étrangère reflète la confiance dans le potentiel logistique du pays. L'infrastructure, longue de 120 km et dotée de tunnels, viaducs et intersections, doit réduire le temps de trajet de 80 à 43 minutes, générant 5,2 milliards de liras d'économies et une baisse annuelle de 41 000 tonnes d'émissions de carbone. Réalisée en partenariat public-privé (PPP) selon le modèle Build-Operate-Transfer, elle sera subventionnée, construite et exploitée par un consortium privé durant une vingtaine d'années avant d'être transférée à l'État. Cette proposition constitue enfin la première étape d'un corridor autoroutier reliant Ankara à Samsun puis à la frontière iranienne et cherche à intégrer davantage l'Anatolie centrale aux grands axes de circulation régionaux.

L'annonce simultanée du financement de l'autoroute Antalya-Alanya montre que cette dynamique dépasse le seul corridor anatolien. Ambition majeure pour la Méditerranée, cet axe de 122 km tend à désengorger l'un des corridors touristiques les plus fréquentés du pays : le trajet, aujourd'hui de 2 h 30 à 4 heures selon la saison, sera abaissé à 36 minutes. Financé à hauteur de 1,7 milliard d'euros par un consortium dominé à 87 % par des capitaux internationaux – de Chine, d'Arabie saoudite, du Koweït, d'Allemagne, de Grèce et de Turquie –, il a suscité une demande de prêts supérieure au double du montant recherché, signe de son attractivité économique. Dotée de tunnels, viaducs et aires de service, cette voie rapide doit fluidifier les flux touristiques, soutenir l'agriculture régionale et entraîner des économies de 6,6 milliards de liras par an selon le ministère, tout en diminuant les émissions de carbone.

L'ensemble de ces initiatives fait partie intégrante du plan d'action de l'AKP visant à développer une connectivité nationale et internationale plus dense, à soutenir la croissance par les grands travaux, à attirer les capitaux étrangers et à renforcer la position géo-économique de la Turquie. Comme l'a souligné le ministre Uraloğlu lors de la clôture financière d'Ankara-Kırıkkale-Delice : « C'est le reflet d'une vision de

développement qui soutient l'industrie, l'agriculture et le tourisme » grâce à un réseau routier modernisé. Cette route facilitera les échanges interrégionaux, tandis qu'Antalya-Alanya répond aux besoins d'un corridor touristique saturé, révélant la montée des PPP et la volonté d'accélérer l'interconnexion régionale et mondiale. D'autres initiatives récentes – comme le projet d'autoroute Çeşmeli-Kızılkalesi ou encore le tunnel routier et ferroviaire localisé dans le Hatay financé à hauteur de 1,5 milliard d'euros – confirment cette feuille de route ambitieuse, résumée par la formule du gouvernement : « Depuis vingt-trois ans, nous avons presque reconstruit la Turquie grâce aux investissements réalisés dans notre infrastructure routière », faisant des infrastructures de transport un pilier de légitimité politique, de croissance économique et d'intégration territoriale.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Politique de criminalisation de la communauté LGBTI

La famille gardienne de la nation turque

La communauté LGBTI de Turquie, dont la structuration sociale est à la fois récente et fragile, est actuellement sous pression. Un projet de loi vise en effet à criminaliser l'expression publique de ces identités habituellement tenues en marge.

Le texte, porté à l'Assemblée par le HÜDA PAR, parti islamiste et conservateur allié de l'AKP, vise à punir la « promotion de l'homosexualité » en modifiant l'article 225 du Code pénal relatif aux « actes indécents », en proposant une peine pouvant aller jusqu'à 3 ans de prison pour un individu accusé d'« exhibitionnisme » ou qui « affiche une attitude ou un comportement contraire à son sexe biologique de naissance et aux bonnes mœurs, ou qui encourage, félicite ou promeut publiquement ce type de comportement ». La réglementation qui encadre les chirurgies de transition devrait également être renforcée, en élevant notamment l'âge d'accès de 18 à 25 ans et en réintroduisant la privation définitive des droits reproductifs.

Cette initiative fait suite à de nombreuses attaques vis-à-vis de la communauté LGBTI, privée de sa marche des fiertés depuis 2014 (le défilé se tient et finit toujours en échauffourées et gardes à vue) et dont les représentants et les références sont régulièrement censurés – y compris lorsque celles-ci viennent de l'extérieur. Le film *Queer* du réalisateur Luca Guadagnino, a ainsi été interdit de diffusion par les autorités turques lors du festival de la plateforme MUBI organisé à Kadıköy, à Istanbul, en 2024¹, accusé de « provocation » susceptible de « nuire à l'ordre public ». Le chanteur populaire Mabel Matiz a récemment fait l'objet d'une plainte pour « obscénité » du ministère turc de l'Intérieur, pour avoir évoqué l'homosexualité dans une de ses chansons. En 2020, le Haut Conseil de l'audiovisuel turc avait exigé de Netflix qu'il supprime un personnage homosexuel dans la série

turque *If Only*. Face à cette demande de censure, Netflix avait finalement renoncé à produire la série. Dans la même logique, le gouvernement turc a réclamé le remboursement des financements publics accordés au film *Karanlık Günler* (Burning Days) d'Emin Alper, accusé d'être porteur d'une prétendue « propagande LGBTI ». La pression judiciaire concerne plus largement tout ce qui peut être considéré comme contrevenant aux mœurs islamiques, dans un contexte d'affrontement social entre conservateurs et laïcs qui recoupe aujourd'hui des enjeux intergénérationnels : début septembre, les six membres du très populaire *Girls Band, Manifest* ont été poursuivies pour « atteinte aux bonnes mœurs » après un concert que le groupe avait pourtant précautionneusement réservé aux personnes majeures.

La proclamation début 2025 de « l'année de la Famille » (Aile yılı) livre le cadre idéologique de l'AKP et de ses alliés dans lequel s'intègrent ces mesures, justifiées par une volonté de « protéger la famille » et les « valeurs traditionnelles ». La famille, définie selon un modèle strictement hétérosexuel, est devenue l'étendard de la sauvegarde de la nation turque, permettant au gouvernement d'institutionnaliser l'exclusion et la criminalisation des LGBTI. Les associations de défense des droits de la communauté et des droits humains alertent également sur les répercussions que cela pourrait avoir vis-à-vis des milieux médiatiques, culturels et universitaires déjà menacés, où de tels chefs d'accusation pourraient être retenus contre des individus exprimant un soutien ou s'intéressant au sujet des minorités sexuelles et de genre.

Les droits des femmes, notamment reproductifs, sont également visés par cette campagne. Depuis le retrait de la Convention d'Istanbul en 2021, les politiques de promotion de l'égalité des genres en Turquie ont été remplacées par des politiques de la famille, qui incitent à augmenter la natalité, en luttant notamment contre le planning familial. Dans les discours, les références au pouvoir des femmes sont associées à la force de la famille et, par conséquent, à une Turquie forte, comme le résume le slogan « Güçlü Kadın, güçlü Aile, güçlü Türkiye » (Femme forte, Famille forte, une Turquie forte).

DIPLOMATIE

Répercussions des élections présidentielles en République turque de Chypre du Nord sur la Turquie

Le candidat de l'opposition Tufan Erhürman a remporté l'élection présidentielle avec 62,76 % des voix contre le président sortant Ersin Tatar, soutenu par son homologue, Recep Tayyip Erdogan, avec un taux de participation de 64,87 %. Ce résultat était attendu : les mobilisations des mois précédant le scrutin avaient clairement exprimé une hostilité marquée envers l'ingérence et la présence turques.

Un président de gauche, partisan d'un État fédéral, accède ainsi au pouvoir. Toutefois, depuis vingt ans, les dirigeants favorables à la fédération comme ceux défendant la solution à deux États se succèdent sans parvenir à produire de réelles avancées politiques. Dans ce contexte, ce résultat s'apparente davantage à une continuité qu'à une véritable rupture.

L'impact de ces élections demeure limité, la RTCN n'étant reconnue officiellement que par la Turquie. Dans ces conditions, leur portée juridique reste marginale. L'enjeu essentiel se situe plutôt dans la signification de ces résultats pour la Turquie dans sa politique interne et externe en Méditerranée orientale, dans une région en pleine recomposition.

Le dossier de la Chypre du Nord reste une question nationale en Turquie. Historiquement, l'évolution de ce dossier est étroitement liée à la nature de la relation entre le président Erdogan et l'institution militaire. Aujourd'hui, le gouvernement turc considère une dimension stratégique de l'île dans cet environnement méditerranéen contesté. La république turque de Chypre du Nord occupe en effet une position centrale dans la doctrine de la « patrie bleue » qui cherche à affirmer et à protéger les intérêts maritimes turcs en Méditerranée orientale et en mer Égée. Le maintien d'un contrôle politique et militaire sur le nord de l'île permet à la Turquie de sécuriser son accès aux eaux contestées, de soutenir ses revendications sur une partie de la zone économique exclusive chypriote et de défendre l'exploitation des ressources gazières *offshore*.

Mais cette volonté s'articule avec une autre logique : le besoin pour le gouvernement turc de préserver une bonne image vis-à-vis de l'Union européenne, notamment avec sa volonté de participer au dispositif européen de financement de la défense. Dans ce cadre, la perspective d'une réunification peut être mobilisée comme un signal politique attestant de la volonté des Turcs de contribuer à la stabilité de la région.

C'est une dualité (préserver la Chypre du Nord pour les intérêts nationaux ou afficher une ouverture de compromis) qui structure la position turque actuellement. Une réunification aurait un impact sur la doctrine de la « patrie bleue », ce qui explique certainement la prudence dans leur approche face à une solution diplomatique.

Reste une question centrale : comment parvenir à un véritable alignement diplomatique autour du dossier chypriote alors que l'on voit une montée en puissance de partenariats entre Chypre et Israël ? Ce rapprochement pourrait être un obstacle à un alignement incluant la Turquie.

1. M. Sauvion, « “Queer”, avec Daniel Craig, censuré à Istanbul : ni une ni deux, MUBI annule son festival », *Télérama*, 8 novembre 2024, disponible sur : www.telerama.fr.